



CM/GWG/JS/2547

Paris, le 18 janvier 2012

LETTRE OUVERTE

Monsieur François HOLLANDE
Député de la Corrèze
Président du Conseil Général de la Corrèze
Parti Socialiste
10 rue de Solferino
75007 PARIS

Monsieur le Président,

C'est en votre qualité de candidat à la présidence de la République que nous nous adressons à vous devant l'émoi suscité dans une large part de l'opinion, bien évidemment aussi au sein de notre association d'amitié France-Israel, dont nous rappelons qu'elle n'est ni confessionnelle ni politique et qu'elle est dirigée par un Comité Directeur composé de nombreuses personnalités de gauche comme de droite.

Dans un rapport d'information à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale et en conclusion d'une mission d'information constituée le 5 octobre 2010, le rapporteur de la Commission M. Jean Glavany, Député socialiste des Hautes-Pyrénées, a, dans l'encadré n°3 sous le titre « *L'eau, révélatrice d'un nouvel apartheid au Moyen-Orient* », inséré des propos que M. Lionnel Luca, Président de la Commission ainsi que M. Renaud Muselier, Président du Haut Conseil de l'Institut du Monde Arabe notamment, ont désapprouvé et condamné dans des termes très clairs. Il s'avère que M. Glavany a, en quelque sorte, pris une initiative personnelle qui a outrepassé son droit dans la présentation du rapport.

Il suffirait de mentionner que ce rapport, à vocation scientifique, contient un encadré, irruption hors sujet, qui diffuse un message politique erroné dans ses fondements et haineux dans son expression. L'apartheid, régime de discrimination systématique établi jusqu'en 1994 en Afrique du Sud, n'a rien à voir avec le sujet traité : il est révélateur de l'intention de nuire.

Pour être très bref, trois exemples de contre-vérités flagrantes figurant dans le rapport :

1. Les sionistes, avant la création de l'État d'Israël, auraient eu l'intention d'annexer le sud du Liban ; **il n'y a aucune source historique sur un tel projet sioniste : l'argument est inventé.**

.../...

2. L'invasion du Liban en 1982 aurait eu un but lié à la politique de l'eau ; **Les Israéliens se sont volontairement retirés du sud Liban dans un geste de paix.**

3. L'existence en Judée et en Samarie des zones A, B et C serait une illustration de l'apartheid ! **M. Glavany ignore-t-il que ce découpage est le fruit d'un accord international signé non seulement par l'OLP et Israël mais aussi par l'Union Européenne, les États-Unis, la Russie, la Jordanie et l'Égypte. Ignore-t-il que cet accord est non seulement respecté par les Israéliens, ce que les opérateurs sur le terrain ne contestent pas, et que, au contraire, les Israéliens livrent aux Palestiniens une quantité d'eau plus grande que ce qui était prévu et à un prix inférieur.**

Le vrai problème est celui de la bonne gouvernance de la gestion de l'eau. Les ressources, dans la région, sont de 800 m³ par personne et par an au Liban et en Syrie (les plus grands réservoirs de la région) et seulement de 250 m³ par personne et par an en Israël et en Jordanie, et de 85 m³ pour les territoires palestiniens. Pourquoi utiliser l'expression d'apartheid alors que la solidarité arabe du Liban et de la Syrie permettrait sans aucun doute l'alimentation en eaux des territoires autonomes ? Faut-il reprocher à Israël une gestion de l'eau dans une démarche scientifique souvent novatrice dans le traitement des eaux usées et dans la désalinisation ?

Outre le caractère évidemment hostile, haineux et imprégné de préjugés, l'usage du mot « apartheid » constitue une offense. Y-a-t-il la moindre raison de parler d'apartheid à propos d'un pays où les citoyens arabes bénéficient des mêmes droits politiques et sociaux que leurs concitoyens juifs, où ils siègent au Parlement et où un président arabe de la Cour Suprême a condamné pénalement l'ancien président de l'État ?

Nous espérons, Monsieur le Président, que vous voudrez bien donner à la présente la suite qu'elle comporte. Nous voudrions tellement vous voir renouer avec la tradition du Parti Socialiste qui a défendu la démocratie israélienne, le droit d'Israël sur sa terre face à la marée de haine des dictatures fascisantes qui la menacent.

Veillez croire, Monsieur le Président, en nos sentiments respectueux.



Charles MEYER
Vice-Président Exécutif



Gilles William GOLDNADEL
Président